



**Communauté d'Agglomération du Calais**

**Marché d'entretien clos et couvert et pour  
le traitement des structures béton**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**(C.C.A.P.)**

**C.C.A.P.**

# SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants - Montant du marché - Masse des travaux - Durée du marché - Dispositions diverses

1.1 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

1.1.1 - Tranches et Lots

1.1.2 - Forme du marché

1.2 - Maîtrise d'œuvre

1.3 - Contrôle technique

1.4 - Coordination Sécurité et protection de la santé

1.5 - Montant du marché

1.6 - Augmentation ou diminution dans la masse des travaux

1.7 - Durée du marché

1.8 - Dispositions diverses

Article 2 - Documents contractuels

a) Pièces particulières :

b) Pièces générales :

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages

3.1 - Répartition des paiements

3.2 - Tranches conditionnelles

3.3 - Répartition des dépenses communes de chantier

3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

3.4.2 - Prestations fournies à l'entrepreneur

3.4.3 - Caractéristiques des prix pratiqués

3.4.4 - Documents concernant les prix à fournir au début des travaux

3.4.5 - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

3.4.6 - Approvisionnements

3.5 - Variation dans les prix

3.5.1 - Type de variation des prix

3.5.2 - Mois d'établissement des prix du marché

3.5.3 - Choix des index de référence

3.5.4 - Modalités de variation des prix

3.5.5 - Variations des frais de coordination

3.5.6 - Variations provisoires

3.5.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

3.6.2 - Modalités de paiement direct

3.6.2.1 - Cotraitants

3.6.2.2 - Sous-traitants

3.6.3 - Monnaie de compte du marché

Article 4 - Délai d'exécution

4.1 - Délai d'exécution des travaux

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

4.3 - Pénalités - primes d'avance

- 4.3.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux
- 4.3.2 - Pénalités de retard pour non respect des obligations engendrées par la réglementation SPS
- 4.3.3 pénalités pour absence aux réunions
- 4.3.4 pénalités diverses
- 4.3.5 Primes d'avance
- 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution
- Article 5 - Clauses de financement et de sûreté
  - 5.1 - Garantie financière
- Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits
  - 6.1 - Provenance des matériaux et produits
  - 6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
  - 6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- Article 7 - Implantation des ouvrages
- Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux
  - 8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
  - 8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
  - 8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
  - 8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers
    - 8.4.1 - Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier
    - 8.4.2 - Installations à réaliser par l'entrepreneur
    - 8.4.3 - Transport par voie d'eau
    - 8.4.4 - Emplacements mis à disposition pour déblais
    - 8.4.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier
    - 8.4.6 - Signalisation des chantiers
    - 8.4.7 - Réglementations particulières
    - 8.4.8 - Restriction des communications
    - 8.4.9 - Clauses diverses concernant le chantier
    - 8.4.10 - Utilisation des voies publiques
  - 8.5 - Garde du chantier en cas de défaillance de l'entrepreneur
- Article 9 - Contrôles et réception des travaux
  - 9.1 - Essais et contrôles des ouvrages
  - 9.2 - Réception
  - 9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
  - 9.4 - Documents fournis après exécution
  - 9.5 - Délais de garantie
  - 9.6 - Garanties particulières
  - 9.7 - Assurances
- Article 10 - Résiliation du marché

## Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants - Montant du marché - Masse des travaux - Durée du marché - Dispositions diverses

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux ou les ouvrages suivants :

### **Marché d'entretien clos et couvert et pour le traitement des bétons**

Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans chaque bon de commande.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le groupement titulaire du marché ou l'entreprise générale est désigné sous le vocable "l'entrepreneur".

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché sont faites à la mairie du lieu principal des travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il a élu.

### 1.1 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

#### 1.1.1 - Tranches et Lots

Les travaux ne font pas l'objet d'un découpage en tranches.

Les travaux sont répartis en 4 lots :

- Lot 1 : Réparation structure béton, résine d'étanchéité
- Lot 2 : Entretien, réparation couverture et étanchéité
- Lot 3 : Menuiserie extérieure, serrurerie et métallerie
- Lot 4 : Menuiserie extérieure bois

#### 1.1.2 - Forme du marché

Accord-cadre mono-attributaire, sans montant minimum et pour un montant maximum de 190 000 € HT, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande.

### 1.2 - Maîtrise d'œuvre

Suivant le chantier, la maîtrise d'œuvre est assurée, soit par les services techniques du maître de l'ouvrage, soit par un maître d'œuvre public ou privé externe à la maîtrise d'ouvrage.

### 1.3 - Contrôle technique

S'il y a lieu, les travaux sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

### 1.4 - Coordination Sécurité et protection de la santé

Si le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

### 1.5 - Montant du marché

Les montants minimum et maximum sont les suivants :

- Pas de montant minimum
- Montant maximum : 190 000 € HT ;

Ce montant s'entend pour la durée du marché.

Il est réparti comme suit :

- Lot 1 : Réparation structure béton, résine d'étanchéité : sans minimum et avec un maximum de 40 000 € HT.
- Lot 2 : Entretien, réparation couverture et étanchéité : sans minimum et avec un maximum de 100 000 € HT
- Lot 3 : Menuiserie extérieure, serrurerie et métallerie : sans minimum et avec un maximum de 35 000 € HT

- Lot 4 : Menuiserie extérieure bois : sans minimum et avec un maximum de 15 000 € HT

### 1.6 - Augmentation ou diminution dans la masse des travaux

Les dispositions des articles 15.6 et 16.2 du C.C.A.G. sont applicables

### 1.7 - Durée du marché

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de la notification du marché, pour un an.

### 1.8 - Dispositions diverses

Les travaux à réaliser sont notifiés à l'entrepreneur au fur et à mesure des besoins à l'aide d'ordres de service valant bons de commande. Ces ordres de services définissent la nature du travail, le montant, le lieu d'exécution et toutes informations utiles au bon déroulement du chantier. Ils indiquent le délai maximal de réalisation de la commande et éventuellement l'urgence particulière qui s'attache à la réalisation des travaux.

L'entrepreneur ne peut prétendre au règlement des prestations exécutées que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un ordre de service notifié, sauf cas d'extrême urgence, avant toute exécution.

## Article 2 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

#### a) Pièces particulières :

- Acte d'Engagement (A.E.)
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi
- le Règlement de Consultation (R.C)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli
- Bordereau d'aide à la décision dûment rempli

#### b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.5.2 du présent cahier.

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;

## Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages

### 3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- soit à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- soit au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

### 3.2 - Tranches conditionnelles

Sans objet

### 3.3 - Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet

### 3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

### 3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des sujétions techniques précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 3.4.2 - Prestations fournies à l'entrepreneur

Outre les facilités dont bénéficie l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8.4.1 ci-après, le maître de l'ouvrage fournit à titre gratuit les prestations suivantes :

Alimentation en électricité et en eau potable

### 3.4.3 - Caractéristiques des prix pratiqués

#### **A) Modalités de règlement**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :

Lorsqu'elles ne sont pas prévues dans le bordereau des prix précités, les prestations sont rémunérées à prix unitaires selon les conditions portées à l'acte d'engagement.

Ces travaux ne peuvent en aucun cas être entrepris sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage ou .

Dans ce cas, le prix de règlement de la prestation est calculé comme suit :

- ◇ pour la main d'œuvre et les fournitures, selon les modalités de prix précisées dans les conditions générales du bordereau des prix unitaires. A titre exceptionnel, dans l'hypothèse où il est susceptible d'obtenir des prix de fournitures meilleurs que ceux précisés par le bordereau de prix, le maître d'ouvrage peut procéder lui-même aux approvisionnements nécessaires, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité.

#### **B) Forfaitisation des prix**

Pour tout chantier dont les caractéristiques sont suffisamment détaillées par un descriptif et/ou des plans, le maître d'ouvrage peut, s'il le juge utile, forfaitiser le montant du devis présenté sur la base des prix du marché. Dans ce cas, il le précise dans l'ordre de service qu'il adresse à l'entrepreneur.

Les travaux supplémentaires, non prévus au descriptif d'origine ou aux plans, et qui donnent lieu à ordre de service complémentaire, sont réglés aux mêmes conditions que les travaux initiaux.

#### **C) Devis de travaux**

L'entrepreneur est tenu d'établir un devis pour tout travail que le maître de l'ouvrage envisage de lui faire exécuter.

En cas de non réalisation des travaux, aucune indemnité n'est versée. En cas de refus par l'entrepreneur de présenter le devis demandé dans un délai de 10 jours, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché, après mise en demeure.

Les devis doivent être établis et détaillés aux conditions de prix prévus par le marché.

Lorsque le maître de l'ouvrage estime que le devis présenté n'est pas assez détaillé, l'entrepreneur fournit les renseignements complémentaires dans les délais fixés.

#### **D) Attachements**

Les travaux font l'objet d'attachements. L'attachement est un constat contradictoire entre les prestations réalisées sur le chantier et celles correspondant à la commande.

Les attachements font ressortir :

- ◇ la qualification de la main d'œuvre utilisée et le nom des ouvriers
- ◇ le numéro de l'ordre de service
- ◇ le temps passé (jours et heures de présence)
- ◇ la nature, la quantité et la désignation des fournitures et des travaux exécutés

Les attachements doivent être produit à l'appui de la demande de paiement.

### 3.4.4 - Modalités de règlement des comptes

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes : les comptes sont réglés en une seule fois, à l'achèvement des travaux.

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes : les comptes sont réglés en une seule fois, à l'achèvement des travaux concernés par l'ordre de service.

Si le délai d'exécution des travaux fixé par un ordre de service est supérieur à trois mois, le droit de percevoir des acomptes mensuels est néanmoins reconnu à l'entrepreneur si ce dernier est une petite et moyenne entreprise ou une société coopérative ouvrière de production au sens de l'article 114 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### 3.4.5 - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

#### 3.4.6 - Approvisionnements

Les approvisionnements dans les ateliers de l'entrepreneur ou sur chantier ne peuvent pas figurer dans les décomptes de travaux.

### 3.5 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-dessous :

#### 3.5.1 - Type de variation des prix

La révision des prix s'effectuera selon la formule suivante :

$$P = P^{\circ} [0,125 + ((0,875) * ((BT_{mx}) / (BT_{m0})))]$$

P = nouveau prix après application de la formule

P° = Prix au mois d'origine des prix, au mois « m0 »

BTm0 = valeur de l'indice BT connu au mois « m0 »

BTmx = valeur de l'indice BT connu au mois de juin de chaque année suivant la notification du marché

#### 3.5.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois ci-après : août 2016 ; ce mois est appelé "mois zéro".

#### 3.5.3 - Choix des index de référence

Les index de référence choisis en raison de leurs structures pour la mise à jour des prix des travaux faisant l'objet du marché est le suivant :

Lot 1 : BT 06, BT 52 et BT 53

Lot 2 : BT 34 et 53

Lot 3 : BT 19b, BT 42, BT 43 et BT 51

Lot 4 : BT 19a

#### **Clause de sauvegarde**

La personne publique se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement du prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3.00 %.

#### 3.5.5 - Variations des frais de coordination

Sans objet.

#### 3.5.6 - Variations provisoires

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### 3.5.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

## 3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

### 3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 133 et suivant du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- ▽ les renseignements mentionnés à l'article 134 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- ▽ une déclaration du sous traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- ▽ le compte à créditer.

### 3.6.2 - Modalités de paiement direct

#### 3.6.2.1 - Cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

#### 3.6.2.2 - Sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de la personne publique au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à la personne publique ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la personne publique ou à la personne désignée dans le marché par la personne publique, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La personne publique ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

La personne publique procède au paiement du sous-traitant dans un délai maximum de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par la personne publique de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ci-dessus.

La personne publique informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

### 3.6.3 - Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

## Article 4 - Délai d'exécution

### 4.1 - Délai d'exécution des travaux



Le délai d'exécution est fixé dans chaque ordre de service, faisant fonction de bon de commande qui prescrira de les commencer.

L'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures à réception de l'ordre de service pour faire connaître s'il est dans l'impossibilité de respecter le délai figurant sur ce document.

En cas de non réponse de sa part, le délai fixé est considéré comme accepté.

Dans le cas où le délai n'est pas observé par l'entrepreneur, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter lesdits travaux en régie, par un autre entrepreneur, aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'obligation absolue de tenir à la disposition du maître d'ouvrage, pendant la période des congés payés, un effectif d'ouvriers lui permettant d'assurer l'exécution des travaux demandés.

L'ordre de service précise la durée de la période de préparation si celle-ci s'avère nécessaire pour le bon déroulement du chantier.

La durée de cette période est d'au moins 30 jours lorsque, en application de l'article 235-7 du Code du Travail, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être dressé.

Sauf indication contraire donnée dans l'ordre de service, le délai d'approvisionnement est inclus dans le délai d'exécution prescrit.

Les ordres de service peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution maximale du(des) dernier(s) ordre(s) de service émis dans le cadre du marché est fixée à 30 jours.

## 4.2 - Prolongation du délai d'exécution

Sans objet

## 4.3 - Pénalités - primes d'avance

### 4.3.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

L'entrepreneur subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de :

- 30 Euros pour les bons de commande inférieurs à 2000 Euros HT
- 50 Euros pour les bons de commande compris entre 2000 et 4000 Euros HT
- 100 Euros pour les bons de commande supérieurs à 4000 Euros HT

Les stipulations ci-dessus s'entendent pour un retard constaté par rapport au délai d'exécution fixé dans chaque ordre de service.

Dans le cas où l'entrepreneur se verrait retardé dans l'exécution des travaux par un autre corps d'état ou par toute cause étrangère à son activité, il doit signaler, dans les cinq jours et par écrit, les raisons et l'importance de ce retard. A défaut de le faire, il n'est pas fondé à élever de réclamation et les pénalités de retard lui sont entièrement applicables.

### 4.3.2 - Pénalités de retard pour non respect des obligations engendrées par la réglementation SPS

En cas de non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS, l'entrepreneur subit, par jour de retard, une pénalité de 50 euros, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du C.C.A.G.

### 4.3.3 pénalités pour absence aux réunions

Si l'entrepreneur ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître de l'ouvrage ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, il subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 80 euros, pour toute absence constatée.

#### 4.3.4 pénalités diverses

En cas de non respect des obligations prévues au marché, l'entrepreneur reçoit un avertissement lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Tout dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à 80 euros, pour chaque constat de l'un des événements ci-après :

- ◇ par jour de retard dans l'installation du chantier ;
- ◇ pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatée ;
- ◇ par jour de retard dans la remise ou la diffusion de documents ;
- ◇ par jour de retard dans la présentation sur le chantier des prototypes ou échantillons de matériaux ;
- ◇ par jour de retard dans l'évacuation des gravois ou déblais.

#### 4.3.5 Primes d'avance

Le versement de primes d'avance n'est pas prévu au marché.

#### 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Pas de stipulations particulières.

#### 4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Aucun document n'est à remettre après exécution.

### Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

#### 5.1 - Garantie financière

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

#### 5.2 - Avance

**Aucune avance n'est versée à l'entrepreneur.**

### Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

#### 6.1 - Provenance des matériaux et produits

L'ordre de service fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est déjà pas fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

#### 6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

#### 6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

### Article 7 - Implantation des ouvrages

Les conditions d'implantation des ouvrages sont définies contradictoirement par l'entrepreneur et avant tout commencement de travaux.

## Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

### 8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

L'ordre de service fixe s'il y a lieu, une période de préparation et sa durée. La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- par les soins du maître de l'ouvrage, aux opérations indiquées éventuellement dans l'ordre de service.
- par les soins de l'entrepreneur, et s'il y a lieu :
  - ◊ établissement et présentation au visa du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrit par l'article 28.2 du C.C.A.G. ;
  - ◊ établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 8.2 ci-dessous ;
  - ◊ établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).

Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours maximum à compter du début de la période de préparation.

- Par les soins du coordonnateur pour la sécurité, et s'il y a lieu :
  - ◊ adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux articles R 238-20 à R 238-25 du Code du Travail créés par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

### 8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques devant éventuellement être établis par l'entrepreneur sont soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa . Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception avec ses observations éventuelles au plus tard dix jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique, si son intervention est rendue obligatoire.

### 8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10 % et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixée à 10 %.

### 8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

#### 8.4.1 - Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

#### 8.4.2 - Installations à réaliser par l'entrepreneur

#### 8.4.3 - Transport par voie d'eau

#### 8.4.4 - Emplacements mis à disposition pour déblais

#### 8.4.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Pour les chantiers soumis à la réglementation SPS, les dispositions suivantes sont applicables :

#### A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS" .

#### B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

#### C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

##### *C.1 Libre accès du coordonnateur SPS*

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

##### *C. 2 Obligations du titulaire*

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- ◇ le P.P.S.P.S. si ce document est requis
- ◇ tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- ◇ la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- ◇ dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- ◇ les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- ◇ tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- ◇ la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2.A du présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- ◇ de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.
- ◇ de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement, si le coordonnateur exerce une mission pendant cette période .

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

#### D - Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

#### E - Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ou notice en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire doit respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par le PPSPS ou la Notice SPS ainsi que ses modifications ultérieures.

##### 8.4.6 - Signalisation des chantiers

##### 8.4.7 - Réglementations particulières

##### 8.4.8 - Restriction des communications

##### 8.4.9 - Clauses diverses concernant le chantier

##### 8.4.10 - Utilisation des voies publiques

## 8.5 - Garde du chantier en cas de défaillance de l'entrepreneur

La responsabilité de la garde du chantier et des risques qui en découlent sont à la charge de l'entrepreneur.

## Article 9 - Contrôles et réception des travaux

### 9.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Sans objet.

### 9.2 - Réception

Les travaux exécutés au titre de chaque chantier sont réceptionnés au fur et à mesure de leur achèvement dans les conditions édictées par l'article 41 du C.C.A.G.

### 9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

L'ordre de service peut éventuellement préciser si le maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages (ou parties d'ouvrages) non encore achevés et aux stades d'avancement des travaux qu'il définit.

### 9.4 - Documents fournis après exécution

Sans objet.

### 9.5 - Délais de garantie

Les conditions et la durée des garanties contractuelles sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 9.6 - Garanties particulières

Sans objet.

### 9.7 - Assurances

L'entrepreneur et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties (donc sans obligation d'étendue illimitée, par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G.), qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, la personne publique se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

## Article 10 - Résiliation du marché

Les clauses des articles 46 à 48 du C.C.A.G. sont applicables.

Lu et accepté  
(signature)

.....